

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE
Direction de la construction et des bâtiments
Service aménagement et grosses réparations / Service marchés
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 EVRY



TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES REPARATIONS DE METALLERIE SERRURERIE ET MENUISERIE ALU ET PVC DANS LES BATIMENTS A USAGE DU DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Cahier des Clauses Administratives Particulières (COMMUN A TOUS LES LOTS)

Marché passé application des articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics
Décret n° 2006 – 975 du 1^{er} août 2006

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION - EMBLEMENTS	4
1.2. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.3. DOMICILIATION DU TITULAIRE	4
1.4. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	4
1.5. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.6. MARCHES A BONS DE COMMANDE	4
1.7. BONS DE COMMANDE	5
1.8. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX	6
1.9. CONTROLE TECHNIQUE	6
1.10. COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	6
1.11. COORDINATION EN MATIERE DE SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI)	6
1.12. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	7
1.13 - DEVELOPPEMENT DURABLE	7
1.14 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
2.1. PIECES PARTICULIERES	8
2.2. PIECES GENERALES	8
2.3. PIECES NON CONTRACTUELLES	9
2.4. PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	9
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATIONS DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	9
3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS	9
3.2. TRANCHES CONDITIONNELLES	9
3.3. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	9
3.4. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE	9
3.5. VARIATION DANS LES PRIX	11
3.6. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	12
ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	13
4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
4.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	14
4.3. PENALITES POUR RETARD	14
4.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	14
4.5. DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	15
4.6. PENALITES POUR RETARD SUITE A UN AVIS DEFAVORABLE, UN AVIS SUSPENSIF OU UNE PRESCRIPTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE OU DE LA COMMISSION LOCALE DE SECURITE (LORS DE LA LIVRAISON DE L'OUVRAGE POUR CETTE DERNIERE) NON LEVEE	15
4.7. PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	15
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	15
5.1. GARANTIE FINANCIERE	15
5.2. AVANCE	15

<u>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</u>	15
6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
6.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	16
6.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
6.4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	16
<u>ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES</u>	16
7.1. PIQUETAGE GENERAL	16
7.2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	16
7.3. CONSTATS	16
<u>ARTICLE 8. PREPARATION, INSTALLATION DE CHANTIER, ETUDES, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</u>	16
8.1. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	16
8.2. REUNIONS DE CHANTIER ET COORDINATION	16
8.3. INSTALLATION, REPLIEMENT ET NETTOYAGE DE CHANTIER	17
8.4. PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL	17
8.5. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	17
8.6. ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	17
<u>ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX</u>	20
9.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	20
9.2. RECEPTION	20
9.3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	20
9.4. REMISE DE L'OUVRAGE	20
9.5. DOCUMENTS FOURNIS APRES RECEPTION	20
9.6. DELAIS DE GARANTIE	20
9.7. GARANTIES PARTICULIERES	21
9.8. ASSURANCES ET RESPONSABILITE	21
9.9. RESILIATION DU MARCHE	23
<u>ARTICLE 10. LANGUE ET UNITE MONETAIRE</u>	23
<u>ARTICLE 11. ATTRIBUTION DE COMPETENCES</u>	23
<u>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	23

Article 1. Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1. Objet de la consultation - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Travaux d'entretien et de grosses réparations de métallerie serrurerie, menuiseries alu et PVC dans les bâtiments à usage du Département de l'Essonne.

Lieu(x) d'exécution : Département de l'Essonne.

La liste nominative des bâtiments est annexée au présent CCAP (sites patrimoine CG 91). Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'être modifiée par le pouvoir adjudicateur.

1.2. Dispositions générales

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions techniques prévues par le marché.

Le maître d'œuvre pourra accepter, après accord du représentant du pouvoir adjudicateur, les changements proposés par le titulaire. Les dispositions de l'article 30 du cahier des clauses administratives générales travaux (CCAG-Travaux) s'appliqueront.

Le nombre de sites à prendre en charge pourra, par courrier recommandé avec accusé de réception, être augmenté ou diminué. En cas d'ajout de site, la notification vaut bon de commande.

1.3. Domiciliation du titulaire

Il sera fait application des dispositions de l'article 3 du CCAG-Travaux.

1.4. Obligations générales des parties

Les stipulations de l'article 3 du CCAG-Travaux sont applicables, et notamment en ce qui concerne :

- la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur ;
- les modalités de computation des délais d'exécution des prestations ;
- la représentation du pouvoir adjudicateur ;
- le titulaire ;
- la cotraitance ;
- la sous-traitance ;
- les bons de commande ;
- les ordres de service ;
- les convocations du titulaire, les rendez-vous de chantier.

1.5. Décomposition en tranches et lots

Les travaux objet du présent marché ne sont pas décomposés en tranches.

Le marché est décomposé en 3 lots correspondants à 3 zones géographiques comme suit :

- Lot 1 : zone A ;
- Lot 2 : zone B ;
- Lot 3 : zone C.

1.6. Marchés à bons de commande

Les prestations font l'objet de bons de commande avec minimum et sans maximum de commandes annuelles, passés en application de l'article 77 du code des marchés publics.

Il sera fait application des prix unitaires figurant au BPU aux quantités réellement commandées sur lesquels le titulaire consent un rabais pour toute commande unique supérieure au montant indiqué dans l'acte d'engagement ; le titulaire propose un rabais (exprimé en pourcentage) sur le montant des commandes concernées.

1.7. Bons de commande

1.7.1. Contenu des commandes

Les prestations feront l'objet de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes sont des documents écrits notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire ou au mandataire du groupement en cas de co-traitance.

Ils ont valeur d'ordre de service de démarrage des travaux et de la période de préparation par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux.

Ils précisent les prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée et en déterminent les quantités. Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Chaque bon de commande précisera :

- le numéro de bon de commande ;
- la référence du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution ;
- le cas échéant la période de préparation ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le prix des prestations HT ;
- le taux de la TVA ;
- le montant des prestations TTC ;
- la date du bon de commande.

1.7.2. Durée d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution est déterminé par le représentant de la collectivité pour chaque bon de commande, le délai maximum étant de 3 mois, sauf dérogation expresse du maître d'ouvrage.

Les modalités de computation des délais d'exécution sont celles mentionnées à l'article 3.2 du CCAG-Travaux.

1.7.3. Correspondant technique

Dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché, le Département fournit la liste des techniciens chargés de suivre la réalisation des travaux. Cette liste peut être modifiée.

Ce contact devra impérativement être pris avant toute intervention du titulaire sur les lieux et dans un délai compatible avec la nature des travaux et le type de commande.

1.7.4. Suivi des commandes

Le correspondant principal dédié aux travaux pour suivre l'exécution de l'ensemble des commandes est l'interlocuteur du maître d'ouvrage. Il est désigné dans le mémoire demandé dans le cadre du règlement de la consultation.

1.7.4.1. Empêchement du correspondant principal. En cas d'empêchement du correspondant principal, le titulaire doit proposer un remplaçant disposant de compétences équivalentes capable de prendre toute décision par la bonne réalisation des commandes reçues.

1.7.4.2. Révocation du correspondant principal. En cas de récusation par le maître d'ouvrage du correspondant ou de son remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour proposer un nouveau correspondant disposant au sein de la société du même niveau de responsabilité. Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant.

1.7.5. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par un représentant de la Direction de la construction et des bâtiments (DCB) ou **de la Direction de l'éducation et des collèges (DIREC).** ?

1.8. Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier sont du ressort du maître d'ouvrage.

1.9. Contrôle technique

En fonction de leur nature, les travaux faisant l'objet des présents marchés peuvent être soumis au contrôle technique au sens de la loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction. Le contrôleur technique et les missions qui lui seront confiées par le maître d'ouvrage seront précisés sur le bon de commande correspondant.

Ce contrôle technique sera effectué par un contrôleur désigné ultérieurement.

1.10. Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

1.10.1. Plan de prévention

Le titulaire s'engage à observer et à faire observer par ses agents et techniciens, les règles d'hygiène et de sécurité internes au Département de l'Essonne.

Le Département de l'Essonne et le titulaire s'engagent à respecter les principes généraux de prévention, tels que définis par la loi du 31 décembre 1991 et à rédiger et signer conjointement avec le titulaire du marché un plan de prévention en application du décret n°92-158 du 20 février 1992.

Ce plan de prévention définira les risques professionnels qui pourraient résulter de l'exercice simultané et, en un même lieu, des activités du titulaire et des services du Département et les mesures de protection qui seront prises pour les éviter.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou non conformes du point de vue de la sécurité du travail.

1.10.2. Coordination en matière de sécurité et de santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

En fonction de leur nature, les travaux faisant l'objet de la présente consultation peuvent être soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS).

Plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS) : dans le cas mentionné ci-dessus, les entreprises y compris les entreprises sous-traitantes seront tenues de remettre au coordonnateur SPS un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

La coordination SPS et les missions qui lui seront confiées par le maître d'ouvrage seront précisées dans le bon de commande correspondant.

1.11. Coordination en matière de système de sécurité incendie (SSI)

En fonction de leur nature, les travaux faisant l'objet des présents marchés peuvent être soumis à une coordination en matière de systèmes de sécurité incendie (SSI).

Le coordinateur SSI et les missions qui lui seront confiées par le maître d'ouvrage seront précisées sur le bon de commande correspondant.

1.12. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par les titulaires des marchés. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution des marchés.

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code du commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code du commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

1.13 - Développement durable

Le Conseil Général de l'Essonne a adopté un Agenda 21 départemental. A ce titre, et afin de répondre aux objectifs de développement durable, le titulaire devra, dans le cadre de son activité, s'appuyer sur les principes définis dans ce document ainsi que dans les délibérations n° 2010-04-0031 "construire et subventionner durable" et n°2011-02-0006 "Prévention et lutte contre les discriminations".

1.14 - Dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique

1.14.1 - L'engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, sur la durée d'exécution annuelle du marché, et pour chaque reconduction, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières à hauteur de 10 heures de travail par tranche de 10 000 € HT de prestations facturées.

L'exécution de la clause d'insertion peut ne pas être immédiate. Le titulaire peut attendre de cumuler 50 heures d'insertion avant de débiter l'exécution de la clause.

Le titulaire doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution du marché.

A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé afin de rendre compte de l'évolution des personnes en insertion concernées et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent marché.

1.14.2 - Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières

Sont notamment concernés : les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emplois, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

1.14.3 - Les modalités de mise en oeuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés : le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire

dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire ;

- 3^{ème} modalité : l'embauche directe par le titulaire du marché.

1.14.4 - La mise en œuvre de la clause d'insertion

Afin d'obtenir des informations sur la mise en œuvre de la clause d'insertion, vous pouvez solliciter :

Madame DESBOUIS
Coordonnatrice clauses sociales à la DFCP
Tél. 01.60.91.94.49
Email : mdesbouis@cq91.fr

1.14.5 - Le contrôle de l'action d'insertion

Il est procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, il produit tous les trois mois, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation, etc...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion. Les informations à apporter seront déterminées conjointement avec le pouvoir adjudicateur et le titulaire après notification du marché.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 4.7 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec accusé réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. Dans ce cas, le facilitateur du PLIE étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 2. Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) afférent à chaque lot et son annexe
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) afférent à chaque lot
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun et son annexe (site patrimoine CG 91)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun
- Le mémoire méthodologique fourni par la société
- Les actes spéciaux de sous traitances et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les bons de commande à venir

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.5.2 du présent CCAP.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.

- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.
- Les recommandations du service prévention de la CRAM, de l'INRS et de l'OPPBTP.
- Les normes Afnor et européennes mises à jour et relatives aux travaux.

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier.

2.3. Pièces non contractuelles

Sans objet.

2.4. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, ces documents seront remis au titulaire uniquement sur demande. Ils ne seront pas joints à la notification.

En cas de cession ou de nantissement de créance, le représentant du pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché correspondant.

Article 3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variations dans les prix - Règlement des comptes

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement afférent à chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2. Tranches conditionnelles

Sans objet.

3.3. Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du CCTP sont applicables.

3.4. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.4.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix des marchés sont établis hors TVA.

Les prix sont établis en tenant compte :

- des lieux dans lesquels s'exécuteront les travaux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux ; aucune indemnité ne sera accordée du fait des sujétions rencontrées en cours d'exécution ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- des sujétions relatives à la sécurité en général, des personnes (riverains ou personnels du domaine) et des biens notamment pour que les échafaudages, matériels, étalements et agrès ne permettent pas l'accès de l'édifice aux personnes étrangères à l'entreprise en dehors des heures de travail ;
- des sujétions liées aux sites classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques ;
- des pertes, avaries et dommages dans les conditions de l'article 18 du CCAG-Travaux ;
- des précautions à prendre pour ne pas dégrader les bâtiments conservés ;
- des frais d'installation et d'utilisation d'engins de levage ou transport (tel que treuils, chèvres, palans, etc...) permettant le transport et le montage des matériaux aux localisations de mise en œuvre ;
- des frais d'assurance mentionnés au présent CCAP ;
- des frais d'établissement des documents fournis après exécution par les titulaires ;
- du nettoyage complet et soigné du chantier avant chaque opération de réception ;
- des intempéries et autres phénomènes naturels habituels dans la région d'exécution des travaux ;

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'intervention éventuelle du titulaire d'un autre marché d'entretien pendant l'intervention du titulaire des présents marchés ; la coordination de ces interventions sera assurée par le maître d'œuvre ;
- du fait que le(s) titulaire(s) interviendra(ont) en milieu occupé.

Les prix s'entendent fourniture, main d'œuvre et déplacements compris conformément à l'article 28.2 du CCTP exception faite des interventions portant sur de la main d'œuvre seule (déplacement compris sans fourniture).

Enfin, les prix sont établis pour une période d'activité normale de 8 heures du matin à 18 heures à l'exception du travail de nuit (de 21 heures à 6 heures du matin) et les week-end et les jours fériés qui font l'objet de l'application d'un coefficient de majoration défini à l'article 3 de l'acte d'engagement afférent à chaque lot ;

Le prix s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de spécialité ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent aux documents remis par le maître d'ouvrage, sans aucun caractère limitatif et qu'elles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces ; l'entrepreneur est réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuelles nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à la parfaite finition non décrits ou mentionnés dans le document de son marché) ;
- l'entreprise est tenue de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de tout devis qu'elle sera amenée à produire ; aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du bon de commande.

Le prix comprend enfin les dépenses afférentes à la coordination des travaux faisant l'objet des travaux et la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle des co-traitants ou des sous traitants chargés de l'exécution des lots.

3.4.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Le maître d'ouvrage précisera les prestations (fluides notamment) susceptibles d'être mises gratuitement à disposition de l'entreprise.

3.4.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les travaux faisant l'objet des marchés seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans les bordereaux de prix unitaires, selon les stipulations de l'article 3 de l'acte d'engagement de chaque lot.

Pour les prix non prévus aux bordereaux des prix unitaires, le coefficient de minoration, pour fourniture hors bordereau, sera appliqué sur le tarif prix public, devis fournisseur à l'appui.

Travail à la vacation

Les taux horaires ne pourront être appliqués que pour des travaux liés spécifiques dont les prix ne sont pas mentionnés dans le descriptif ci-dessus et dans les bordereaux de prix unitaire afférent aux marchés.

Les valeurs unitaires de la main d'œuvre doivent comprendre toutes les incidences relatives aux temps improductifs, charges salariales et accessoires, conformément à la réglementation en vigueur.

3.4.4. Modalités de règlement des comptes

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-Travaux, selon la nature des prestations, les comptes seront réglés en une seule fois à l'achèvement de la commande pour les bons de commande dont le délai d'exécution ne dépasse pas 3 mois et par acomptes mensuels pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans le délai global fixé à l'article 98 du code des marchés publics. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire par le maître d'œuvre.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu aux marchés pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement du sous-traitant court dans les conditions fixées par l'alinéa 5 de l'article 116 du code des marchés publics.

En cas de dépassement de ce délai, le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

3.4.5. Modalités de facturation

Les factures afférentes aux marchés seront établies, par bon de commande au fur et à mesure de l'exécution des travaux en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et du bon de commande ;
- les travaux exécutés ;
- le lieu et adresse où les travaux ont été exécutés
- les codes figurant aux bordereaux des prix ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations livrées et exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

*Hôtel du Département de l'Essonne
Direction de la construction et des bâtiments **ou**
Direction de l'éducation et des collèges
Boulevard de France
91012 EVRY cedex*

3.4.6. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de TVA. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix des marchés des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.5.1. Type de variation des prix

Les prix sont révisables annuellement en cas de reconduction des marchés, suivant les modalités fixées ci-dessous.

3.5.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.4.4 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise des offres. Ce mois est appelé mois *MO*.

3.5.3. Choix de l'indice de référence

L'indice de référence I, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est le suivant :

Corps d'état	Index	Libellé
	BT 42	Menuiserie en acier et serrurerie

publié au Moniteur des Travaux Publics

3.5.4. Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient « C_n » donné par les formules correspondantes :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - 3 / I_0 - 3)$$

Dans lesquelles les valeurs :

$I_0 - 3$ et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I, respectivement au mois zéro moins 3 mois et au mois n moins 3 mois.

Pour l'application de cette formule, le mois zéro est le mois défini dans l'acte d'engagement et le mois n est le mois anniversaire de la notification.

En complément à l'article 10.4.4 du CCAG-Travaux, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Pour la mise en oeuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

3.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1. Désignation de sous-traitants directs et indirect en cours de marché

Le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par les dispositions des articles 112 à 117 du code des marchés publics relatives à la sous-traitance et explicitée par l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire doit adresser au maître de l'ouvrage pour chacun des sous-traitants présentés, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant l'acte spécial (imprimé DC4) dûment complété dans toutes ses rubriques ainsi que les renseignements mentionnés à l'article 114 du code des marchés publics.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

Dès la réception de cette notification, le titulaire fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant. Il en informe également le maître d'œuvre.

3.6.2. Modalités de paiement direct

Le titulaire remet sa demande de paiement au maître d'œuvre, sous la forme de projet de décompte selon les modalités de l'article 13 du CCAG-Travaux.

3.6.2.1. En cas de cotraitance. La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

3.6.2.2. En cas de sous-traitance. Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial (imprimé DC4).

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché selon les modalités fixées à l'article 116 et 117 du code des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 4. Délai d'exécution - Pénalités et primes

4.1. Délai d'exécution des travaux

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.1 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution du bon de commande précise la période de préparation de chantier telle que prévue à l'article 8.1 du présent cahier et le délai d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

4.1.1. Permanence téléphonique

Dans le cadre des présents marchés le titulaire assure, pendant les heures ouvrées (8h-17h30) une permanence téléphonique pour prendre en compte toute demande d'intervention de la part du maître d'ouvrage. La prise en compte de cet appel s'effectue au plus tard dans une période de 30 minutes.

4.1.2. Travaux non urgents

Dans le cadre des interventions non urgentes, les travaux doivent être exécutés dans le délai précisé dans le bon de commande, ce délai étant au maximum de 3 mois.

Les devis à établir avant intervention et sur demande du maître d'ouvrage devront être remis sous 10 jours maximum à partir du jour de la réception de la demande par téléphone ou par télécopie.

Dans le cas où les travaux à réaliser demanderaient l'intervention d'un sous-traitant, ce dernier devra être identifié sur le devis ainsi que le montant à sous-traiter.

4.1.3. Travaux urgents

Dans le cadre des interventions urgentes, le titulaire doit intervenir dans les 4 (quatre) heures ouvrées suivant la demande du maître d'ouvrage. Toute demande d'intervention en urgence est confirmée par télécopie, valant bon de commande, qui fait partir le délai d'intervention. Les travaux nécessaires pour remédier au dysfonctionnement doivent être exécutés à la suite sauf dérogation expresse du maître d'ouvrage.

4.1.4. Intervention sous astreinte

Le marché comprend également des interventions sous astreinte. Le titulaire doit alors intervenir en dehors des heures et jours ouvrés. Le délai d'intervention part à compter de la demande du maître d'ouvrage et ne doit pas excéder **deux (2) heures**. Toute demande d'intervention sous astreinte (par téléphone ou par fax) est confirmée par télécopie, valant bon de commande, au plus tard, le 1er jour ouvré qui suit. Les travaux nécessaires pour remédier au dysfonctionnement doivent être exécutés à la suite sauf dérogation expresse du maître d'ouvrage.

4.1.5. Travaux en période de vacances scolaires (collèges)

Dans le cadre des interventions en période de vacances scolaires, les travaux doivent être exécutés dans le délai précisé dans le bon de commande qui ne peut excéder le délai de la période de vacances scolaire concernée.

Les devis à établir avant intervention et sur demande du maître d'ouvrage devront être remis sous 10 jours maximum à partir du jour de la réception de la demande par téléphone ou par télécopie.

4.1.6. Travaux en milieu occupé

Dans le cadre des interventions en milieu occupé (en période scolaire), les travaux doivent être exécutés dans le délai précisé dans le bon de commande en respectant des modalités propres à assurer la sécurité des occupants des bâtiments. Ces interventions feront l'objet d'un écrit (télécopie) précisant les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité.

Les devis à établir avant intervention et sur demande du maître d'ouvrage devront être remis sous 10 jours maximum à partir du jour de la réception de la demande par téléphone ou par télécopie.

4.1.7. Ordre de travail

Les dates et heures exactes des interventions sont fixées d'un commun accord avec le représentant du maître d'ouvrage et donnent lieu à l'émission par l'entreprise d'un ordre de travail. Il est remis à la collectivité pour les travaux non urgents, en principe 15 jours avant la date de la prestation à effectuer.

Cet ordre de travail précise :

- la nature des travaux ;
- la durée d'indisponibilité de toute ou partie des locaux et ou des équipements ;
- la date prévue d'intervention et sa durée estimée ;
- l'identification des intervenants.

4.2. Prolongation du délai d'exécution

En cas de prolongation du délai d'exécution d'un bon de commande, les dispositions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux sont seules applicables.

4.3. Pénalités pour retard

Il est rappelé que les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le titulaire reste redevable des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000,00 € HT.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, le titulaire subira les pénalités suivantes :

4.3.1. Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution des travaux

4.3.1.1. Pénalité pour retard sur le délai d'exécution des travaux y compris les levées de réserves. Par jour calendaire de retard : 150,00 € H T.

4.3.1.2. Pénalité pour retard dans la remise des documents d'exécution et nécessaires à la coordination des travaux prévus au marché pendant la période de préparation des travaux et ultérieurement selon demande du maître d'œuvre après mise en demeure. Non remise du DOE : 100,00 € HT.

4.3.2. Autres pénalités

Des pénalités, aux montants hors taxes indiqués ci-après, sont appliquées sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

4.3.2.1. Pénalité pour retard dans la remise des devis de l'article 4.1 du présent CCAP. Par jour calendaire de retard : 75,00 € HT.

4.3.2.2. Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité, à la signalisation générale du chantier. Par infraction et par jour calendaire, en dérogation au CCAG-Travaux : 100,00 € HT.

4.3.2.3. Dépôt de matériaux, matériels, gravois en dehors des zones prescrites. Par infraction et par jour calendaire, en dérogation au CCAG-Travaux : 100,00 € HT.

4.3.2.4. Retard dans le nettoyage de chantier et/ou ses abords. Par jour calendaire : 150,00 € HT.

4.3.2.5. Absence à une réunion de chantier, réunion de coordination visite de chantier, réunion « qualité-environnement ». Par absence : 75,00 € HT.

4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Par infraction et par jour calendaire, en dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux : 100,00 € HT.

4.5. Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, seront à fournir, sur demande du maître d'œuvre, par les entreprises, au plus tard à la réception des travaux, l'ensemble des documents figurant dans le CCTP.

En cas de retard dans la remise des documents, il sera appliqué les pénalités prévues à l'article 4.3.1.2 du présent CCAP.

En l'absence de documents, le maître d'œuvre, après envoi d'une lettre recommandée, pourra les faire établir par un géomètre et/ou un bureau d'études de son choix, aux frais de l'entreprise.

4.6. Pénalités pour retard suite à un avis défavorable, un avis suspensif ou une prescription du contrôleur technique ou de la Commission locale de sécurité (lors de la livraison de l'ouvrage pour cette dernière) non levée

Si le contrôleur technique formule un avis défavorable, un avis suspensif ou une prescription concernant les travaux exécutés par une entreprise, le maître d'ouvrage (ou le maître d'œuvre) notifiera à l'entreprise concernée ces avis ou prescriptions, et la mettra en demeure de reprendre ses prestations ou de fournir les informations et justificatifs nécessaires, afin de satisfaire l'exigence du contrôleur technique. Cette mise en demeure sera assortie d'un délai durant lequel lesdites prestations devront être reprises ou bien les informations ou justificatifs transmis.

En cas de non-respect de ce délai, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux, une pénalité par jour calendaire fixée à 150,00 € HT en valeur du mois « Mo ».

Ces dispositions sont également applicables pour les prescriptions édictées par la Commission locale de sécurité, lors de la livraison de l'ouvrage.

4.7. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 50 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Article 5. Clauses de financement et de sûreté**5.1. Garantie financière**

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

5.2. Avance

Il sera fait application de l'article 87 du code des marchés publics.

Conformément à l'article 89 du Code des Marchés publics, le versement de cette avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande d'un montant égal à 100% au montant de l'avance.

Article 6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**6.1. Provenance des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives des marchés ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de mettre à disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux qu'il aura choisi de mettre en œuvre.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Le maître d'ouvrage précisera les matériaux et ou produits qu'il fournira à l'entreprise pour mise en œuvre.

Article 7. Implantation des ouvrages**7.1. Piquetage général**

Sans objet.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

7.3. Constats

Sans objet.

Article 8. Préparation, installation de chantier, études, coordination et exécution des travaux**8.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Selon la nature des travaux, une période de préparation sera indiquée dans le bon de commande. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, à défaut d'indication particulière, cette période de préparation sera de 10 jours.

Il est procédé, au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG-Travaux, aux opérations suivantes par les soins du Titulaire :

- étude et réalisation des installations de chantier ;
- établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus l'article 28-2 du CCAG-Travaux ;
- établissement et présentation du programme d'exécution des travaux, détaillé par tâches (TCE) ;
- réalisation et présentation de l'ensemble des documents, démarches et mesures demandés par le coordonnateur SPS (TCE) ;
- établissement d'un plan de prévention en application du décret n°92-158 du 20 février 1992 ;
- établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) prévu par la section 4 de l'article L. 4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 10 jours en application de l'article R. 4532-56 du code du travail à compter de la réception de la notification du marché ; l'absence de remise de ce plan fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux ;
- communication de l'ensemble des détails et besoins susceptibles d'intéresser les autres lots ;
- réalisation des plans d'études, de synthèse et d'exécution (TCE) ;
- établissement d'un planning d'intervention.

8.2. Réunions de chantier et coordination

Le titulaire ou son représentant (ou tous ses membres en cas de groupement d'entreprises) se rend dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

Chaque absence non motivée et non excusée sera pénalisée suivant les stipulations de l'article 4.3 du présent CCAP.

8.3. Installation, repliement et nettoyage de chantier

Les dispositions de l'article 28.2.1 du CCTP s'appliquent.

Les installations seront conformes à la réglementation en vigueur et fonction de la nature et de l'ampleur des interventions.

8.4. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'oeuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux.

Les dispositions du CCTG et du CCTP s'appliquent en complément.

8.5. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des 8 conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail relatif au travail dissimulé, le titulaire fournira tous les 6 mois, dès la conclusion de son contrat et jusqu'à la fin d'exécution des marchés notamment :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales et sociales obligatoires ;
- une attestation sur l'honneur justifiant que ses salariés sont employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée des marchés.

8.6. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

D'une manière générale, outre les prescriptions fixées par le CCTP, les obligations qui s'imposent au titulaire en ce qui concernent les prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux sont celles prévues par les lois et règlements et notamment le chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie du code du travail.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux dans le délai prévu pour le repliement des installations de chantier.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires.

Le maître d'oeuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.

8.6.1. Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier

En fonction du site, de la nature et de la durée des prestations, le maître d'ouvrage pourra mettre à disposition du titulaire certaines installations et lieux de stockage.

8.6.2. Installations à réaliser par le titulaire

Les installations de chantier sont réalisées par le titulaire suivant les prescriptions du CCTP et des articles 31.1 à 31.4 du CCAG-Travaux.

Les modalités d'affichage sur le chantier doivent respecter l'article R. 8221-1 du code du travail.

8.6.3. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre

Les mesures et dispositions applicables en matière de sécurité et hygiène du chantier des travailleurs et mesures d'ordre sont fixées par le code du travail, précisées par les dispositions du CCAG-Travaux.

8.6.3.1. En ce qui concerne le titulaire. Les dispositions de l'article 31.4 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que la signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Le titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites dans l'article du CCAG-Travaux précité sont à la charge du titulaire.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

Si le maître d'œuvre informe le titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci, il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

Le titulaire s'engage à communiquer en temps utile, directement au coordonnateur SPS :

- les noms et adresses des entrepreneurs cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS et notamment les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

8.6.3.2. En ce qui concerne les obligations du titulaire envers les sous-traitants. L'entrepreneur qui a fait agréer un sous-traitant, remet à ce sous-traitant :

- un exemplaire du plan général de coordination ;
- le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs ;

Pour l'élaboration de son PPSPS, le sous-traitant tiendra compte de toutes les informations fournies par l'entrepreneur, citées dans les précédents alinéas ;

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance que le chantier est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ainsi que

les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

8.6.3.3. En ce qui concerne le coordonnateur chargé de la sécurité et protection de la santé. Dès la notification des marchés, le coordonnateur communique à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination, les noms et adresses des entrepreneurs contractants.

Il transmet à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

S'il s'agit d'une opération de construction de bâtiment, il communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers, tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail.

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur, au cours de la réalisation de l'ouvrage, notamment :

- organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application ;
- complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

8.6.3.4. Autorité du coordonnateur SPS. Le coordonnateur veille, à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4531-1 du code du travail soient effectivement mis en œuvre. Il exerce ses missions sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

8.6.3.5. Moyens donnés au coordonnateur SPS. Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

8.6.4. Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire

La garde du chantier est assurée par l'entrepreneur titulaire du marché.

8.6.5. Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent seront précisés pour chaque chantier. Le dépôt et les conditions de stockage sont à la charge de l'entreprise.

La gestion des déchets de chantier sera assurée conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux compétées par les articles 23 et 24 du CCTP.

8.6.6. Prescriptions complémentaires aux mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues à l'article 31 du CCAG-Travaux

Sans objet.

8.6.7. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

8.6.8. Signalisation des chantiers

Le périmètre de l'intervention devra être balisé par l'entrepreneur. Les stipulations de l'article 31.6 du CCAG-Travaux s'appliquent

8.6.9. Dégradations causées aux voies publiques

Les dispositions de l'article 34 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Article 9. Contrôle et réception des travaux

9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Il sera fait application des dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux.

9.2. Réception

Concernant les opérations de réception, les stipulations de l'article 41 du CCAG-Travaux s'appliquent.

9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4. Remise de l'ouvrage

Sans objet.

9.5. Documents fournis après réception

Les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux sont applicables.

9.6. Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

L'entrepreneur sera invité par le maître d'œuvre, autant de fois que nécessaire, à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application des dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux.

Durant le délai de garantie, le titulaire est tenu :

- d'exécuter les prestations non réalisées à la réception dans un délai de 30 jours calendaires ;
- de lever les réserves notées à la réception dans un délai de 30 jours calendaires ;
- de remédier à tous désordres nouveaux signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre dans un délai de 60 jours calendaires.

Les délais d'intervention prescrits aux 3 alinéas précédents peuvent éventuellement être raccourcis dans le cas de réserves, malfaçons ou désordres nécessitant une intervention plus rapide :

- motivée par des problèmes de sécurité touchant les personnes ou les ouvrages ou risquant d'occasionner une aggravation des désordres ;
- afin d'assurer la continuité de fonctionnement de l'ouvrage.

Ces délais s'entendent en jours calendaires et prennent en compte le fait que le site pourra être en activité, c'est-à-dire que les interventions devront être effectuées en toute sécurité vis à vis du personnel de l'établissement et du public d'une part, et que le titulaire devra prendre en compte que certains bâtiments ou d'ouvrages ne seront accessibles par exemple que pendant les congés scolaires.

Toutefois, en dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, dans le cas où les délais prescrits aux 3 premiers alinéas du présent article ne seraient pas respectés par le titulaire, le délai global de garantie

pourrait être prolongé par décision du pouvoir adjudicateur de la durée équivalente au retard constaté pour l'exécution des travaux, prestations, levées des réserves et désordres mentionnés.

9.7. Garanties particulières

Sans objet.

9.8. Assurances et responsabilité

Préambule

Les dispositions fixées ci-après sont fondées sur les critères d'appréciation suivants :

- réalisation des travaux avec maintien des activités du maître d'ouvrage pendant la durée totale des travaux ;
- intervention en présence d'ouvrages existants, le cas échéant ;
- importance du coût de construction ;
- respect du calendrier des travaux ;
- limites des garanties personnelles de l'entrepreneur.

D'une façon générale, les entrepreneurs assument les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

L'entrepreneur déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par l'entrepreneur en matière de responsabilité civile générale et responsabilité décennale sont incluses dans l'offre de l'entrepreneur et restent à la charge de ce dernier.

9.8.1. Responsabilité civile générale

Chaque intervenant à l'opération est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les capitaux garantis devront être au minimum de :

9.8.1.1. Pour les dommages corporels

- Avant réception : 3 300 000,00 € par sinistre.
- Après réception : 3 000 000,00 € par sinistre et par an.

9.8.1.2. Pour les dommages matériels et immatériels consécutifs

- Avant réception : 1 000 000,00 € par sinistre.
- Après réception : 750 000,00 € par sinistre et par an.

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de la responsabilité. Il appartient à l'entrepreneur de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou non, et de toute atteinte à l'environnement.

Dans l'hypothèse d'une dévolution des travaux à un ou plusieurs groupements, chaque mandataire de groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, devront produire dans le mois qui suit la notification du marché, ainsi qu'une fois par an (en début d'année civile) pendant la durée du chantier, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance ;
- numéro de police ;
- date d'effet, période de validité ;
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun ;
- montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus.

Ce document devra être complété, daté et signé par la compagnie d'assurance de l'entrepreneur.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

9.8.2. Responsabilité civile décennale

Chaque entrepreneur, soumis à l'obligation d'assurance instaurée par la Loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et ses textes subséquents, est tenu de souscrire, pour l'objet de son intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Chaque entrepreneur, mandataire et co-contractants, devra produire dans le mois qui suit la date d'ouverture de chantier, l'attestation d'assurance correspondante valide à cette date et comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance ;
- numéro de police ;
- date d'effet, période de validité ;
- garantie légale à propos des ouvrages de bâtiment ;
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire ;
- montants des garanties accordées par nature selon conditions suivantes.

9.8.2.1. Garantie légale. A concurrence du coût total de l'opération de construction ou 6 000 000,00 € avec abrogation de la règle proportionnelle pour les entreprises de gros œuvre.

Ce montant est limité à 3 000 000,00 € avec abrogation à la règle proportionnelle pour les entreprises de second œuvre.

Par « *gros œuvre* », il y a lieu d'entendre tous travaux de fondations, maçonnerie, béton armé, charpente, couverture, étanchéité et menuiseries extérieures.

9.8.2.2. Garanties complémentaires

- Avant réception
 - o Effondrement et/ou menace d'effondrement en cours de travaux : montant du coût de construction ou 900 000,00 €.
 - o Frais cumulés de démolition, déblaiement, dépose ou démontage : 150 000,00 €.
Ces montants étant limités respectivement à 500 000,00 € et 100 000,00 € pour les entreprises de second œuvre.
- Après réception.
 - o Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables (cf. article 1792-3 du code civil) : montant minimum de la garantie : 10 % du coût prévisionnel de construction, minimum 50 000,00 €, maximum 500 000,00 €.
 - o Dommages immatériels consécutifs résultant d'un dommage survenu après réception : montant minimum de la garantie : 10 % du coût prévisionnel de construction, minimum 100 000,00 €, maximum 300 000,00 €.
 - o Dommages aux existants durant le délai décennal, le cas échéant : montant minimum de la garantie : 10 % du coût prévisionnel de construction, minimum 50 000,00 €, maximum 150 000,00 €.

Ce document devra être impérativement complété, daté et signé par la compagnie d'assurance du candidat.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du code civil.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire.

9.9. Résiliation du marché

Les marchés pourront être résiliés par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 à 48 du CCAG-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même CCAG-Travaux.

Les marchés peuvent être résiliés par le maître d'ouvrage ou son représentant et notamment si une ou plusieurs des conditions suivantes devaient se répéter au cours de l'exécution du marché, après mise en demeure écrite établi par le maître d'ouvrage ou son représentant :

- retards dans l'exécution des travaux ;
- mauvaise qualité d'exécution des travaux constatée et faisant l'objet d'un refus de réception de la part du maître d'ouvrage ou son représentant ou bien d'un trop grand nombre de réserves après travaux ;
- non repliement des installations de chantier et/ou non nettoyage des locaux après travaux ;
- non remise des documents tels que procès-verbal de tenue au feu des matériaux, justificatif de vérification des installations par un organisme agréé, plan de récolement, etc. dans un délai de 30 jours après réception de chaque opération.

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve également la possibilité de résilier les présents marchés sans justification. Dans ce seul cas, le ou les titulaire(s) percevra(ont) une indemnité représentant 4 % de la différence entre le montant minimal du marché et les sommes déjà mandatées.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cas de non remise par le titulaire, ou d'inexactitude de l'attestation sur l'honneur justifiant que ses salariés sont employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 et R. 3243-1 du code du travail (article D. 8222-5-3° du code du travail) et de l'attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois, la personne publique peut résilier le marché aux torts de celui-ci, après mise en demeure restée infructueuse, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de ce délai, le titulaire disposera d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 10. Langue et unité monétaire

Tous les documents doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale. L'unité monétaire de règlement des comptes est l'euro.

Article 11. Attribution de compétences

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui situé à Versailles, 56 avenue Saint Cloud, 78000 Versailles ; tél. : 01 39 20 54 00 ; télécopieur : 01 39 20 54 36 ; adresse internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>.

Article 12. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

- L'article 1.7.1 du CCAP déroge à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 2.4 du CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 3.4.4 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 3.5.2 du CCAP déroge à l'article 10.4.4 du CCAG-Travaux ;

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 19.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.4 du CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.5 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.6 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG-Travaux ;
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 9.6 du CCAP déroge à l'article 44.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 9.8.1 du CCAP déroge à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.